



Articles

- 1 Éditorial : Cachez ce mendiant que je ne saurais voir !
par **Benoît Van Keirsbilck**
- 3 Recherche d'une réponse sociale
à la mendicité des mineurs,
par **Frédérique Van Houcke**
- 14 Le retour des enfants séparés,
par **Diana Sutton et Jyothi Kanics**
- 23 La Charte sociale européenne en bref,
par **Jean Jacquain**

Jurisprudence

Comité européen des droits sociaux. Décision sur le bien fondé. Réclamation n° 14/2003.

En raison de l'existence d'une forme d'assistance médicale pour les étrangers en situation irrégulière, les dispositions nouvelles restreignant l'accès à la CMU et l'AME à ces personnes ne violent pas l'article 13 de la Charte sociale européenne révisée.

Civ. Turnhout (2^{ème} Ch.) - 23 septembre 2004

Filiation – Reconnaissance – Homme dont la paternité n'est pas contestée – Contrôle de l'intérêt de l'enfant.

Conseil d'État (section d'admin., 9^{ème} Ch.) - 7 juin 2004

Publicité de l'administration – Exceptions – Sécurité de l'État – Obligation de secret – Balance des intérêts.

Cass. (2^{ème} Ch.) - 12 octobre 2004

Action publique – Prescription – Délai – Crimes sexuels – Correctionnalisation – Victime mineure.

J. P. Anvers (7^{ème} Canton) - 25 janvier 2005

Obligation alimentaire – Parents à l'égard de l'enfant – Portée – Frais d'entretien et de scolarité afférents à un diplôme universitaire complémentaire ou une formation doctorale.

Cass. 2^{ème} Ch.) - 25 février 2004

Réhabilitation – Composition du dossier – Délinquant sexuel – Avis d'un service spécialisé dans la guidance ou le traitement des délinquants sexuels.

Cour d'arbitrage (N° 65/2005) – 23 mars 2005

Documents

- 24 Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe Protection et assistance pour les enfants séparés demandeurs d'asile (Recommandation 1703)
- 26 Avis n° 93 du 11 février 2005 du Bureau du Conseil de l'Égalité des Chances pour les Hommes et les Femmes relatif à l'avant-projet de loi «*tendant à privilégier l'hébergement égalitaire de l'enfant dont les parents sont séparés et réglementant l'exécution forcée en matière d'hébergement d'enfant*»
- 27 Circulaire du ministère de l'intégration sociale SEC/A/822/001 du 26 avril 2005 ayant pour objet le droit à l'aide sociale pour certaines catégories de personnes

Répartition des compétences – Loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs – Application aux élèves et étudiants dont le programme d'étude prévoit une forme de travail effectué dans l'établissement – Organisation de l'enseignement – Protection du travail – Pas d'empiètement de compétence.

33

C. trav. Liège (sect. Liège ; 5^{ème} ch.) – 23 février 2005

Aide sociale au profit d'enfants mineurs accompagnant des parents en séjour illégal – Aide pour la période de janvier 2004 au 10 juillet 04 – Ecartement de l'article 57, §2 conformément à l'arrêt de la Cour d'Arbitrage du 22/07/03 – Octroi d'une aide à charge du CPAS exclusivement matérielle ou de remboursement au profit de tiers de dépenses exposées pour les enfants – Prohibition d'une aide financière versée en main des parents telle l'octroi d'un équivalent des prestations familiales garanties.

33

C. trav. Liège (sect. Liège, 8^{ème} ch.) - 11 janvier 2005

Aide sociale – Recours introduit par un interdit légal – Recevabilité – L'aide sociale n'est pas un droit patrimonial mais un droit personnel – Le recours introduit par un incapable est recevable.

35

C. trav. Liège (section Neufchâteau ; 11^{ème} ch.) 12 janvier 2005

Droit à un minimum de moyens d'existence – Intégration sociale - Ressources - Incidence d'un règlement collectif de dettes.

38

Fiche - JDJ

- 31 Décisions du Conseil de classe de fin d'année dans l'enseignement secondaire et procédures de recours